



RAPPORT FINANCIER 2017

www.tsfi.org



**TÉLÉCOMS
SANS FRONTIÈRES**

Communications for life



SOMMAIRE

La Plaine, Dominique

Ouragan Maria – Octobre 2017

Les populations sinistrées contactent leurs proches pour la première fois grâce à la connexion internet par satellite mise en place par TSF.

1

Présentation de TSF

3-8

2

Le rapport du trésorier

9-12

3

Les comptes annuels

13-25

4

Les actions de TSF en chiffres

26-31



Saint-Martin, aéroport – Septembre 2017

Suite à l'Ouragan Irma, un ingénieur de TSF installe une Vsat au profit de la communauté humanitaire internationale.

1

PRESENTATION DE TSF

TSF en chiffres	4
Les missions de TSF	5-6
Le financement de TSF	7-8

TSF EN CHIFFRES

BUDGET TSF

2,6 M€

RESSOURCES HUMAINES

13 salariés (temps plein sur le siège international et sur les bureaux d'intervention d'Amérique et d'Asie)

15 employés locaux sur les missions en cours dans le Monde

47 volontaires (au siège international et dans les bureaux d'intervention d'Amérique et d'Asie)

TSF en action en 2017



11 Interventions d'Urgence



2 Programmes liés à l'Education



5 Programmes de Protection & assistance



3 Programmes de Réduction de la fracture numérique



3 Programmes de Renforcement de capacités

TSF depuis 1998



+ **850**
Organisations nationales et internationales aidées



TSF a aidé
+ **20 Millions**
de personnes affectées

Interventions dans

+ **70 pays**



Les missions de TSF



Réponse d'urgence

Les réseaux de télécommunication sont souvent gravement endommagés, saturés, ou entièrement détruits lors de catastrophes naturelles ou de conflits armés.

TSF intervient en moins de 24 heures pour :

- Aider les victimes de ces crises à renouer le lien avec leur famille, leurs proches en leur offrant un appel de quelques minutes. Les personnes affectées peuvent également demander un support matériel ou financier pour faire face à ce moment difficile. Le plus souvent, cet appel leur permet de partager leur peine et d'obtenir le soutien psychologique qui leur manquait.
- Aider la communauté humanitaire en mettant en place des centres de télécommunication Internet. Ces moyens facilitent la coordination des secours, améliorent les échanges d'information, permettant ainsi de sauver des vies.



Renforcement de capacités

Lors de catastrophes naturelles ou autres crises humanitaires, les gouvernements, sécurités civiles et autres acteurs de la réponse à l'urgence n'ont souvent pas la capacité de répondre à tous les besoins en télécommunications et voient la qualité de coordination des secours affaiblie.

TSF met en place des programmes de formation en télécommunication d'urgence et des programmes visant à renforcer matériellement la capacité du mécanisme de réponse à l'urgence.



Education

Les enfants vivants en zones isolées souffrent d'un déficit au niveau éducatif inhérent à leur situation géographique. Depuis quelques années, suite à la multiplication des conflits armés, des camps de population déplacée ont vu le jour. Les enfants de ces camps se retrouvent privés d'accès à l'éducation durant plusieurs années.

TSF intervient dans ces zones isolées et dans ces camps en apportant des ressources éducatives sur tablettes tactiles ou ordinateurs et en assistant les enfants dans leur apprentissage. TSF travaille en collaboration avec d'autres ONG ou consortiums d'organisations dans le but de permettre aux enfants de continuer leur scolarité, mais également de s'exprimer en développant leur créativité.



Protection et assistance

TSF utilise des technologies mobiles innovantes pour mettre en place des systèmes de collectes de données, d'alertes et de diffusions d'informations simples et faciles d'utilisation. Ces solutions sont mises à la disposition des acteurs locaux et des communautés. Elles peuvent s'appliquer dans

différentes domaines : santé, prévention de crises alimentaires, lutte contre les violences faites aux femmes, informations diffusées aux migrants...



Réduction de la fracture numérique

Il existe encore beaucoup de zones isolées du numérique dans le monde. Ces régions ne disposent pas de moyens de télécommunication, réduisant ainsi leurs capacités à se développer.

TSF met en place des programmes de désenclavement numérique en offrant à ces zones isolées des moyens de télécommunication satellitaire et des outils informatiques. Des centres informatiques et Internet sont ainsi mis à disposition des populations isolées permettant le développement de leurs activités, facilitant leurs démarches au quotidien et améliorant leurs connaissances via la mise en place de programmes liés à l'éducation.

Le financement de TSF

Le financement de TSF est constitué de mécénats d'entreprise, de subventions de fondations, d'organismes institutionnels et de dons de particuliers.

Partenariats, la garantie d'une réactivité immédiate

Télécoms Sans Frontières s'appuie sur une base de partenaires privés et institutionnels réguliers lui assurant une réactivité immédiate pour ses interventions sur tout terrain d'urgence humanitaire dans le monde. C'est en effet dans les tous premiers jours que TSF, par son action, peut sauver des vies. Sans ces financements, il serait impossible d'agir avec la même rapidité et la même efficacité.

TSF sollicite également des fonds institutionnels dans le but d'améliorer sa réponse aux besoins recensés sur le terrain et de prolonger ses actions sur une plus longue durée.

Financements privés et publics essentiels pour intervenir sur les crises durables et pour nos projets innovants

Les financements institutionnels et privés garantissent également notre intervention sur la durée quand la réponse le nécessite et permettent également de nous inscrire sur des programmes à plus long terme qui engagent l'implémentation de solutions innovantes développées par notre département R&D.

Dons de particuliers

Les dons individuels sont essentiels pour les missions de TSF et viennent renforcer les programmes en cours.

Indépendance de TSF

Télécoms Sans Frontières a construit ses partenariats avec des entreprises internationales qui garantissent une totale indépendance dans la mise en œuvre de ses actions et de ses programmes. Ces financements privés représentent 87% des ressources de l'association. La diversité de ses partenaires permet à TSF d'être libre vis-à-vis de toute influence politique et religieuse.

Une gestion rigoureuse et transparente

93% des fonds sont directement attribués aux programmes venant en aide aux bénéficiaires. Les 7% restants servent à financer le fonctionnement de l'organisation, essentiel pour la mise en œuvre de ces programmes et la recherche de nouveaux fonds.

Télécoms Sans Frontières est une association Loi 1901 à but non lucratif et reconnue d'intérêt général.

Nous sommes audités chaque année par un commissaire aux comptes indépendant et également de façon régulière par des organismes tels que la Commission Européenne, l'UNHCR ... Au-delà de la vérification légale, ces audits ont pour but de garantir la rigueur de gestion, la bonne utilisation des fonds et la mise en œuvre de politiques de qualité.

TSF publie en outre chaque année sur son site un rapport financier annuel justifiant l'origine et l'utilisation de ses financements.

TSF à l'étranger

Nos financements sont également assurés par nos représentations à l'international.

Les bases opérationnelles d'Asie et d'Amérique latine & Caraïbes travaillent en collaboration avec les gouvernements et ONG de leur zone et nouent des partenariats dans le cadre de programmes humanitaires répondant aux urgences identifiées.

Aux Etats-Unis, l'organisation indépendante à but non lucratif « Friends of Telecom Without Borders » collecte des fonds, principalement de source américaine, dans le but de financer les programmes humanitaires de TSF. Cette organisation permet aux entreprises et aux particuliers américains de bénéficier sur leurs dons d'une réduction fiscale.

Au Royaume-Uni, TSF est également enregistré auprès du HMRC (Her Majesty's Revenue and Customs), département non-ministériel du gouvernement, et ainsi permet aux citoyens britanniques et aux entreprises d'effectuer des dons à l'organisation et de majorer ces dons par l'intermédiaire du dispositif Gift Aid.



Rainbow Center, Turquie – Janvier 2017
Grâce à TSF, les enfants réfugiés syriens renouent
avec l'éducation sur des supports interactifs.

2

LE RAPPORT DU TRESORIER

L'activité de l'année 2017	10
La présentation des emplois et des ressources	11
Les perspectives 2018	12

L'activité de l'année 2017

L'année 2017 aura été marquée par un rythme d'activité soutenue en termes d'urgences humanitaires et par l'implication de Télécoms Sans Frontières pour répondre aux crises durables. Les besoins liés à la réponse d'urgence demeurent à un niveau très fort. TSF se diversifie et adapte sa réponse en s'inscrivant dans les secteurs liés à l'éducation, la protection et assistance ou le renforcement de capacités.

L'association est intervenue notamment en 2017 sur trois urgences majeures : l'ouragan Irma ayant occasionné des dommages très graves sur les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'ouragan Maria ayant gravement touché l'île Dominique et la crise humanitaire subie par les populations fuyant la guerre en Syrie. Les urgences représentent à elles seules en volume financier plus de 470k€ soit 61% des activités terrain.

TSF a également mis en place durant cette année un programme de protection et assistance relatif à la crise humanitaire qui touche les migrants d'Amérique centrale. Ce programme vise à diffuser des informations prioritaires auprès de populations en situation d'extrême vulnérabilité.

Le programme de renforcement des capacités en télécommunication d'urgence du système de réponse aux crises du gouvernement philippin a été officiellement mise en œuvre durant cette année et se poursuivra jusqu'en 2019.

Les actions long-terme auprès des enfants des camps de déplacés à frontière turco-syrienne, des femmes menacées de violences conjugales dans la région de Chinandega au Nicaragua ou des enfants de Miarinarivo à Madagascar se poursuivent également en 2017.

TSF continue également à contribuer au programme de sécurité alimentaire au Guatemala mené en consortium avec notamment l'ONG Action Contre la Faim. Ce programme vise à mettre en place un système de collecte de donnée des stocks alimentaires via les technologies mobiles dans le but de prévenir les crises alimentaires.

Les dépenses d'activité sur l'année permettent de dégager une répartition par secteur telle que suit :



Réponse d'urgence : **61%**



Protection & assistance : **11%**



Education : **11%**



Renforcement de capacités : **8%**



Réduction de la fracture numérique : **9%**

La présentation des emplois et des ressources

Les comptes ci-après sont présentés en Euros et intègrent l'ensemble des activités de l'organisation Télécoms Sans Frontières pour l'année 2017, y compris les activités réalisées par les bureaux d'intervention de TSF en Asie et en Amérique.

Compte d'emploi des ressources au 31 décembre 2017

en Euros (€)	2017	2016
Dépenses de missions sociales	818 657	996 573
<i>dont: missions de réponse d'urgence</i>	470 094	665 674
<i>missions de protection et assistance</i>	86 515	92 117
<i>missions d'éducation</i>	87 481	57 844
<i>missions de renforcement de capacités</i>	61 956	94 733
<i>missions de réduction de la fracture numérique</i>	67 351	45 837
<i>missions de recherche de projets & de développement</i>	45 260	40 368
Frais de recherche de fonds	15 729	20 319
Frais de fonctionnement	90 046	125 072
Total emplois	924 432	1 141 965
Engagements sur ressources affectées	1 173 920	1 066 285
Dotations aux amortissements & provisions	375 134	308 593
Total charges	2 473 486	2 516 843
Ressources privées issues de la recherche de fonds	1 064 039	1 235 360
Ressources institutionnelles	69 500	101 272
Ressources collectées auprès du public	5 672	3 056
Autres ressources	81 418	175 979
Total ressources	1 220 629	1 515 666
Fonds dédiés	1 066 285	770 781
Reprise de provisions	296 836	287 208
Total produits	2 580 749	2 573 656
Excédent restant à affecter	107 263	56 813

Les emplois

Les emplois sont en légère baisse par rapport à l'année 2016 car les besoins liés aux catastrophes naturelles ont été moins importants.

Les missions sociales s'élèvent à 819k€. En intégrant, les engagements à réaliser sur ces missions et les dotations aux amortissements et provisions, la part des dépenses de missions sociales s'élève à **95%** du total des charges.

Les dépenses de missions de réponse d'urgence restent les plus importantes en cette année, notamment par l'importance des besoins relatifs aux urgences Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Dominique, et à la crise syrienne. Les dépenses des activités de protection & assistance, d'éducation, de renforcement de capacités et de réduction de la fracture numérique sont en augmentation de 4%, montrant la volonté de TSF de s'inscrire sur la réponse aux crises durables.

Les frais de fonctionnement se stabilisent par rapport à l'année 2016. Ces frais représentent les coûts de structures nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation. Ils comprennent notamment les coûts des bureaux d'intervention et du personnel d'administration. En intégrant les engagements à réaliser et les dotations aux amortissements et provisions, ces frais de fonctionnement représentent **4%** du total des charges.

Les frais de recherche de fonds baissent légèrement et restent raisonnables par rapport à la taille de l'organisation et sa volonté de ne pas faire appel à la générosité publique. Ainsi, aucune campagne de don n'a été mise en place, TSF privilégiant les dons spontanés de celles et ceux qui soutiennent son action. Ils s'établissent à **1%** du total des charges.

Les ressources

Les ressources combinées diminuent légèrement et s'établissent à 1221k€.

Cette année est marquée par une légère baisse des financements provenant des partenaires privés récurrents de TSF. Les ressources privées représentent 87% du total des ressources. Les financements provenant des institutionnels sont en baisse notable de 31%, ce qui s'explique notamment par le désengagement de deux partenaires institutionnels français. Les ressources collectées auprès du public sont en très légère hausse mais représentent une part faible du total, TSF ne faisant pas appel à la générosité publique. Les autres ressources sont en légère baisse mais ces ressources ne représentent que des remboursements de frais sur des programmes menés en collaboration avec d'autres organisations et autres remboursement divers.

L'excédent de ressources de l'exercice

L'excédent représente la différence entre les charges et les produits de l'exercice et s'explique par des financements non budgétisés provenant de la recherche de fonds. Cet excédent fera l'objet d'une affectation sur les fonds de réserve de l'association et sera utilisé sur les missions sociales à venir.

Les perspectives 2018

L'année 2018 s'inscrit dans la continuité de l'année 2017. Les activités liées à l'éducation auprès des enfants de déplacés dans les camps de la frontière turco-syrienne, à la protection et assistance au Mexique, Nicaragua et au Guatemala, continuent. Le programme de renforcement de capacité en télécommunication d'urgence aux Philippines se prolonge jusqu'en 2019.

L'année 2018 sera à nouveau marquée par un niveau accru de réponse aux urgences liées aux catastrophes naturelles et aux nombreuses crises résultant du déplacement de populations à travers le Monde.

Le budget 2018 s'établit à 2871k€ et est en légère augmentation par rapport à l'année 2017.



Guédi, Burkina-Faso – Août 2017

Au centre Internet communautaire de Guédi mis en place par TSF en 2009, les enfants bénéficient de soutien scolaire en dehors de leurs heures de cours.

3

LES COMPTES ANNUELS

Rapport général du Commissaire aux comptes	14-17
Bilan & compte de résultat	18-21
Annexes aux comptes	22-25

TELECOMS SANS FRONTIERES

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2017**

32 avenue Vignancour, 64000 Pau
Tél 05 59 13 82 22 ■ accueil@lgbec.com
Fax 05 59 13 81 10 ■ Siret 451 820 039 00027

SARL au capital de 350 000 € inscrite au tableau de l'ordre des Experts-Comptables de la Région Aquitaine.
Société membre de la compagnie régionale des Commissaires aux Comptes de Pau.

www.lgbec.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31/12/2017)

Aux Adhérents
TSF
19 Rue Jean Baptiste Carreau
64000 PAU

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale du 12/07/2013, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association TSF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PAU, le 20/06//2018

Jean Michel GANZAGAIN

Pour la société LGBEC

SarL L.G.B.E.C
CABINET GANZAGAIN BASSI LORRY
Experts comptables - Commissaires aux comptes
32 avenue Vignancour - 64000 PAU
Tél. 05 59 13 62 22 Fax 05 59 13 81 10
SIRET 431 820 839 00027

en euros

	ACTIF					
	Brut	Amort. et prov	Net 2017	%	Net 2016	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Concessions, brevets, droits similaires	4 545	4 545	0		0	
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :						
Terrains						
Constructions	200 000	127 944	72 056	1,50%	82 056	1,80%
Installations techniques, matériels, et outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	477 037	475 214	1 823	0,04%	968	0,02%
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES :						
Participations (b)						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	75		75	0,00%	75	0,00%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	681 657	607 703	73 954	1,54%	83 099	1,83%
STOCKS ET EN COURS :						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances clients et comptes rattachés						
Autres créances						
Fournisseurs débiteurs						
Personnel						
Organismes sociaux						
Etat, impôts sur le bénéfice						
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
Autres						
Valeurs mobilières de placement	3 891 615		3 891 615	81,26%	3 820 339	83,96%
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	820 024		820 024	17,12%	643 045	14,13%
Charges constatées d'avance	3 746		3 746	0,08%	3 367	0,07%
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 715 386		4 715 386	98,46%	4 466 890	98,17%
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecarts de conversion Actif (V)						
TOTAL ACTIF	5 397 043	607 703	4 789 339	100,00%	4 549 850	100,00%

en euros

FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES :**FONDS PROPRES**

Fonds associatifs sans droit de reprise

Ecart de réévaluation

Réserves

Report à nouveau

Résultat de l'exercice

AUTRES FONDS ASSOCIATIFS

Fonds associatifs avec droit de reprise

Apports

Legs et donation

Résultats sous contrôle de tiers financeurs

Ecart de réévaluation

Subventions d'investissement sur bien non renouvelables

Provisions réglementées

Droits des propriétaires (commodat)

TOTAL FONDS ASSOCIATIFS

Provision pour risques et charges

TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES**FONDS DEDIES**

Sur subventions de fonctionnement

Sur autres ressources

TOTAL FONDS DEDIES**DETTES**

Emprunt et dettes assimilées

Avances et acomptes reçues sur commandes en cours

Fournisseurs et Comptes rattachés

Autres

Instruments de trésorerie

Produits constatés d'avance

TOTAL PASSIF EXIGIBLE

Ecart de conversion Passif (V)

TOTAL PASSIF**PASSIF**

Net 2017

%

Net 2016

%

2 727 748

56,95%

2 670 934

58,70%

107 263

2,24%

56 813

1,25%

499

0,01%

0,00%

2 835 510

59,20%

2 727 748

59,95%

363 774

7,60%

293 836

6,46%

363 774

7,60%

293 836

6,46%

1 173 920

24,51%

1 066 285

23,44%

1 173 920

24,51%

1 066 285

23,44%

32 214

0,67%

95 460

2,10%

163 127

3,41%

152 260

3,35%

220 794

4,61%

214 261

4,71%

416 135

8,69%

461 982

10,15%

4 789 339

100,00%

4 549 850

100,00%

ue

en euros

en euros		Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION :								
Ventes de marchandises								
Production vendue de biens								
Prestations de services	800		800		28554		-27 754	
Montant net produits d'exploitation	800		800		28 554		-27 754	
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION :								
Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			1 139 211	45,07%	1 339 688	53,11%	-200 477	-14,96%
Cotisations								
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			1 066 285	42,19%	770 781	30,56%	295 503	38,34%
Autres produits								
Reprise sur provisions, dépréciations			293 092	11,60%	287 208	11,39%	5 884	2,05%
Transfert de charges			28 055	1,11%	96 296	3,82%	-68 241	-70,87%
Sous-total des autres produits d'exploitation			2 526 642	99,97%	2 493 974	98,87%	32 668	1,31%
Total des produits d'exploitation (I)			2 527 443	100,00%	2 522 528	100,00%	4 915	0,19%
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Excédent transféré (II)								
PRODUITS FINANCIERS :								
De participation								
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif								
Autres intérêts et produits assimilés			687	0,03%	685	0,03%	3	0,39%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			744	0,03%	0	0,00%	744	
Différences positives de change			273	0,01%	1 949	0,08%	-1 675	-85,99%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			51 276	2,03%	47 042	1,86%	4 234	9,00%
Total des produits financiers (III)			52 980	2,10%	49 675	1,97%	3 305	6,65%
PRODUITS EXCEPTIONNELS :								
Sur opérations de gestion								
Sur opérations en capital			309	0,01%	0	0,00%	309	
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Total des produits exceptionnels (IV)			326	0,01%	1 453	0,06%	-1 127	-77,56%
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV)			2 580 749	102,11%	2 573 656	102,03%	7 093	0,28%
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT								
TOTAL GENERAL			2 580 749	102,11%	2 573 656	102,03%	7 093	0,28%



TELECOMS SANS FRONTIERES

COMPTE DE RESULTAT

Période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Présenté en Euros

Edité le 28/06/2018

en euros

	Exercice clos le 31/12/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
CHARGES D'EXPLOITATION :						
Achats de marchandises	137 504	5,44%	63 364	2,51%	74 140	117,01%
Variation stocks de marchandises						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation stocks matières premières et autres approvisionnements						
Autres achats non stockés	8 024	0,32%	10 955	0,43%	-2 931	-26,75%
Services extérieurs	24 599	0,97%	38 092	1,51%	-13 493	-35,42%
Autres services extérieurs	226 142	8,95%	510 049	20,22%	-283 907	-55,66%
Impôts, taxes et versements assimilés	18 333	0,73%	13 635	0,54%	4 698	34,46%
Salaires et traitements	359 656	14,23%	367 059	14,55%	-7 403	-2,02%
Charges sociales	139 485	5,52%	134 050	5,31%	5 436	4,05%
Autres charges de personnel						
Subventions accordées par l'association						
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	10 856	0,43%	10 692	0,42%	164	1,53%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Pour risques et charges : dotation aux provisions	329 023	13,02%	293 092	11,62%	35 931	12,26%
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 173 920	46,45%	1 066 285	42,27%	107 635	10,09%
Autres charges						
Total des charges d'exploitation (I)	2 427 542	96,05%	2 507 272	99,40%	-79 730	-3,18%
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES :						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	34 751	1,37%	744	0,03%	34 007	4572,02%
Intérêts et charges assimilées	6 335	0,25%	4 538	0,18%	1 796	39,58%
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (III)	41 085	1,63%	5 282	0,21%	35 803	677,84%
CHARGES EXCEPTIONNELLES :						
Sur opérations de gestion	2 832	0,11%	1 726	0,07%	1 106	64,06%
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)	2 832	0,11%	1 726	0,07%	1 106	64,06%
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les bénéfices (VI)	2 027	0,08%	2 563	0,10%	-536	-20,91%
TOTAL DES CHARGES (I+II+III+IV+V+VI)	2 473 486	97,87%	2 516 843	99,77%	-43 357	-1,72%
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	107 263	4,24%	56 813	2,25%	50 449	88,80%
TOTAL GENERAL	2 580 749	102,11%	2 573 656	102,03%	7 093	0,28%

1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES RETENUES :

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif définis par le règlement 99-01 du CRC.

2. REGLES DE COMPTABILISATION :

a. Immobilisations corporelles :

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur une période de :

- 4 ans pour les véhicules
- 5 ans pour le mobilier
- 20 ans pour les bâtiments

Les autres immobilisations sont amorties selon le mode dégressif sur une période de :

- 3 ans pour les équipements télécom et informatique

Certains biens, acquis par TSF et situés dans les missions, dans la mesure où ils subissent une usure accélérée, sont comptabilisés directement dans les comptes de charge.

Le siège social de l'association TSF, situé 19 rue Jean-Baptiste Carreau – 64000 Pau, et acquis pour un montant de 200.000 euros est amorti sur 20 ans, pour une valeur annuelle de 10.000 euros.

b. Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels acquis et de licences.

Elles sont amorties sur une période comprise entre 3 et 5 ans, selon le mode dégressif.

c. Immobilisations financières :

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque celui-ci est supérieur à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Aucune immobilisation financière ne figure à l'actif du bilan.

d. Stocks :

De par la nature de son activité, TSF ne possède pas de stock.

e. Financements et dons :

Les financements des bailleurs de fonds institutionnels et des organismes privés sont comptabilisés dans le compte de résultat, au prorata des périodes de convention figurant sur le contrat.

Les financements perçus directement pour les missions suivent le principe des fonds dédiés (voir plus loin).

f. Créances :

De par la nature de son activité, TSF ne possède pas de créances clients et comptes rattachés.

Les créances s'expliquent généralement par les produits à recevoir principalement dus aux avances faites par TSF sur les missions qui sont financées par des bailleurs de fonds.

red

g. Valeurs mobilières de placement :

Le portefeuille, composé uniquement de Bons de caisse et Certificat de dépôt négociables, est enregistré pour sa valeur d'achat et soldé arrivé au terme des contrats. Les intérêts à terme de ces placements sont constatés en temps que produits financiers.

h. Disponibilités :

Les comptes bancaires en devises étrangères (comptes bancaires USD et GBP) sont valorisées au taux de change €/Devise de la date d'entrée ou de sortie des fonds. Une provision pour dépréciation des éléments financiers est enregistrée en cas de moins value entre la valeur comptable en euro du compte et la valeur euro au taux de clôture du 31 décembre.

Les caisses en devises étrangères sont revalorisées au taux de clôture du 31 décembre.

i. Fonds de réserve :

Le résultat de TSF dégagé à la clôture de l'exercice se répartit de la manière suivante dans les fonds de l'Association :

- en fonds de réserves de missions d'urgence
- en fonds de réserves coopération, formation
- en fonds de réserves associatifs
- en fonds de réserves immobilisations

j. Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

Lorsque TSF reçoit, durant un exercice donné, des fonds affectés par le donateur à une mission particulière, et que ces fonds ne sont pas utilisés au cours de l'exercice, la ressource générée par ces fonds est annulée par une charge de même montant dans le compte de résultat.

Cette ressource est affectée, au bilan, en « fonds dédiés » par le débit du compte « Engagements à réaliser ». L'utilisation durant les exercices suivants, de ces fonds génère un produit dans le compte de résultat, par le crédit du compte « Report des subventions attribuées non utilisées », et donne lieu, pour la même valeur, à une diminution du poste « fonds dédiés » au bilan.

k. Dépenses pour les missions :

Les dépenses effectuées pour les missions TSF sont engagées soit :

- par le siège ou les bureaux à l'étranger, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes.

Les dépenses engagées par le siège ou les bureaux à l'étranger sont comptabilisées à la date de facturation. Les dépenses engagées par les missions sont comptabilisées à la date de clôture des missions, à la date de fin de mois pour les missions long terme. Pour les missions à cheval entre deux exercices, les dépenses sont enregistrées mois par mois pour respecter le principe d'indépendance des exercices.

l. Opérations liées au change :

Pour TSF, les pertes et gains de change résultent :

- des différences de valeur des caisses entre leur valeur comptable et leur valeur au 31 décembre
- des différences de valeur des caisses de mission entre leur valeur comptable et leur valeur à la date de fin d'une mission ou d'un mois
- des différences de valeur sur les transferts internes de fonds dues aux taux de change appliqués par les banques et aux dates de valeur qui diffèrent
- des différences de valeur sur les comptes fournisseurs en devises due à taux de change différent entre la date d'enregistrement de la facture et la date de paiement du fournisseur.

3. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

L'année 2017 aura été marquée par la mise en place ou la continuation de programmes humanitaires majeurs:

- les interventions d'urgence à Saint-Martin et Saint-Barthélemy suite à l'ouragan Irma,
- l'intervention d'urgence en Dominique suite à l'ouragan Maria,
- la mise en place d'un programme d'aide aux migrants d'Amérique centrale et du sud au Mexique,
- la continuation des programmes d'éducation auprès des enfants syriens à la frontière turco-syrienne,
- la continuation du programme de réduction de la fracture numérique à Madagascar,
- la continuation d'un programme de protection des femmes battues au Nicaragua,

re

-la continuation du programme de sécurité alimentaire au Guatemala menée en consortium avec l'ONG Action contre la Faim,

-la mise en place d'un programme de renforcement des capacités des télécommunications d'urgence auprès du gouvernement philippin.

En dehors de ces interventions majeures, Télécoms Sans Frontières aura également mis en place ou continué des programmes d'urgence, de protection et assistance et de réduction de la fracture numérique au Bangladesh, au Burkina Faso, en Haïti, en Irak, à Madagascar, au Nicaragua, au Mexique, en Ouganda et au Niger.

4. ELEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

5. TABEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Nature des immobilisations	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Brevets & licences	4 545€			4 545€
Bâtiments administratifs & commerciaux	200 000€			200 000€
Matériel de transport	60 131€			60 131€
Matériel de télécommunication & informatique	410 242€	808		411 050€
Mobilier de bureau	4 954€	902		5 856€
TOTAL	679 872€			681 582€

6. ETAT DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres			
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	3 746€	3 746€	
TOTAL	3 746€	3 746€	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

all

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	32 214€	32 214€		
Dettes fiscales et sociales	141 151€	141 151€		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
Autres dettes (3)	21 976€	21 976€		
Produits constatés d'avance	220 794€	220 794€		
TOTAL	416 135€	416 135€		
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(3) Dont ... envers les associés (indication du poste concerné)				

7. CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Les membres du conseil d'administration de TSF ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur, à l'exception du Président qui reçoit une indemnité soumise à cotisation.

all



Guatemala –Juillet 2017

TSF participe au projet de sécurité alimentaire au Guatemala en apportant une solution technique pour faciliter la collecte de données.

4

LES ACTIONS DE TSF EN CHIFFRES

Les missions de réponse d'urgence	27
Les missions de protection et assistance	28
Les missions d'éducation	29
Les missions de renforcement de capacités	30
Les missions de réduction de la fracture numérique	31

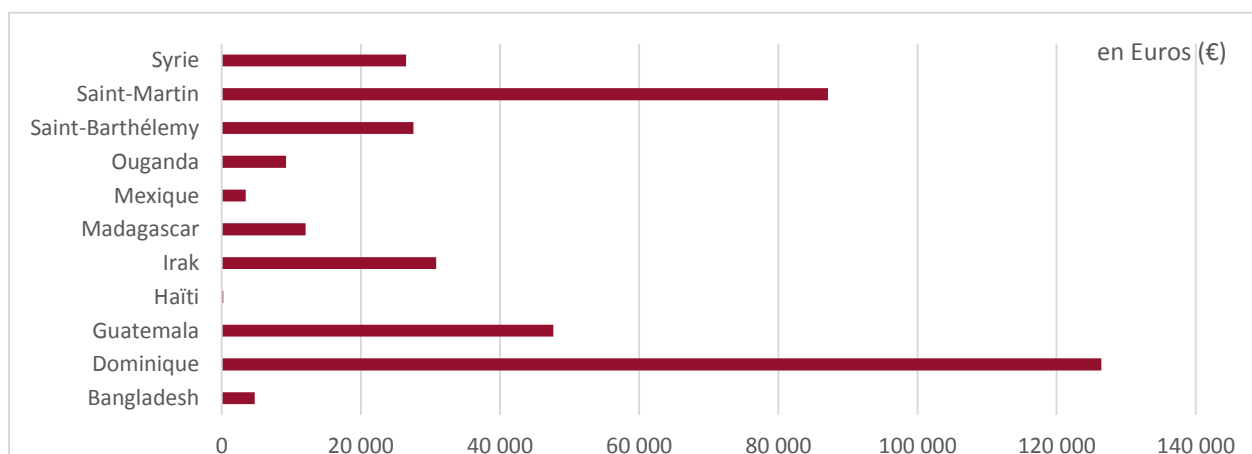


Saint-Martin, ouragan Irma – Septembre 2017
Grâce à TSF, les populations sinistrées passent leur premier appel suite à la catastrophe.



Les missions de réponse d'urgence

Pays	Activité
Syrie	Mise à disposition de connexions télécom Internet pour les hôpitaux isolés, soutien télécom aux migrants fuyant le conflit syrien
Saint-Martin	Suite au cyclone Irma, opérations de téléphonie humanitaire pour la population et centres télécom Internet pour les organisations de secours
Saint-Barthélemy	Suite au cyclone Irma, opérations de téléphonie humanitaire pour la population et centres télécom Internet pour les organisations de secours
Ouganda	Evaluation sur les besoins en télécommunication dans les camps de réfugiés
Mexique	Suite au tremblement de terre du 19 septembre, évaluation sur la situation télécom des zones touchées
Madagascar	Suite au cyclone Enawo, assistance télécom auprès de l'agence des Nations Unies UNDAC
Irak	Suite aux conflits frappant ce pays, installation de connexions télécom satellitaires dans les camps de population déplacée
Haïti	Renforcement du dispositif de réponse aux urgences grâce aux télécommunications
Guatemala	Solution mobile pour la gestion et le suivi des informations d'un programme d'aide alimentaire en réponse à la crise causée par la sécheresse dans le couloir sec du Guatemala.
Dominique	Suite au cyclone Maria, opérations de téléphonie humanitaire pour la population et centres télécom Internet pour les organisations de secours
Bangladesh	Suite à la crise humanitaire frappant les populations rohingyas, évaluation des besoins en télécommunication dans les camps de déplacés



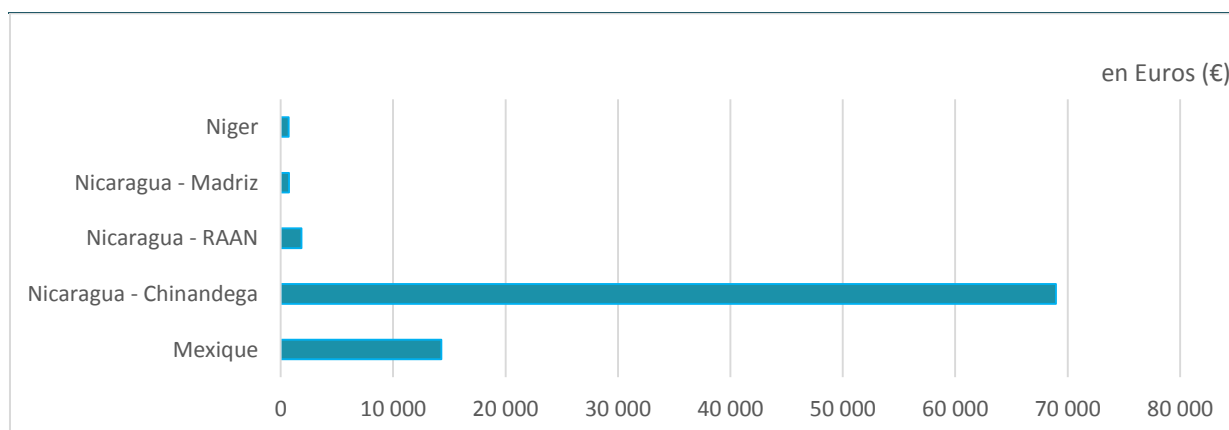


Chinandega, Nicaragua – Juin 2017
TSF vient en aide aux femmes battues en mettant en place un système d'alerte contre les violences.



Les missions de protection et assistance

Pays	Activité
Niger	Continuité du programme de collecte de données sur les stocks alimentaires en prévention de crises alimentaires
Nicaragua	Projets éducatifs via les technologies mobiles pour les communautés du département de Madriz
Nicaragua	Projets éducatifs via les technologies mobiles pour les communautés de la RAAN
Nicaragua	Système d'alerte contre les violences faites aux femmes dans la région de Chinandega
Mexique	Programme d'informations venant en aide aux migrants d'Amérique latine



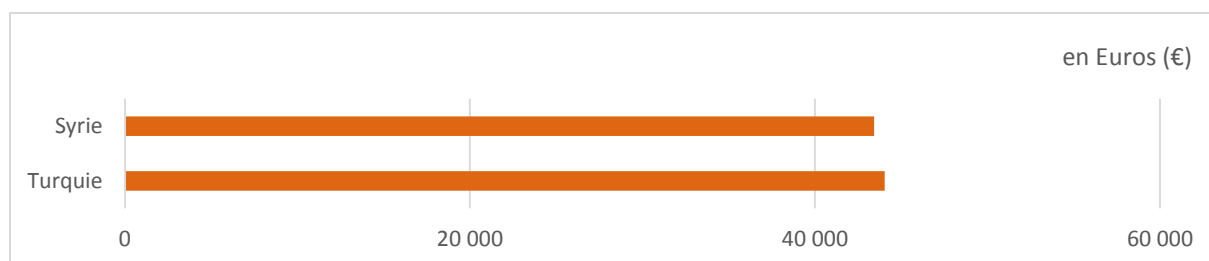


Gaziantep, Turquie – Janvier 2017
Les enfants vivant en exil renouent avec l'éducation grâce aux programmes mis en place par TSF.



Les missions d'éducation

Pays	Activité
Turquie	Programmes éducatifs pour les enfants réfugiés syriens vivants dans des conditions de précarité à Gaziantep en Turquie
Syrie	Programmes éducatifs pour les enfants vivants dans les camps de déplacés en Syrie



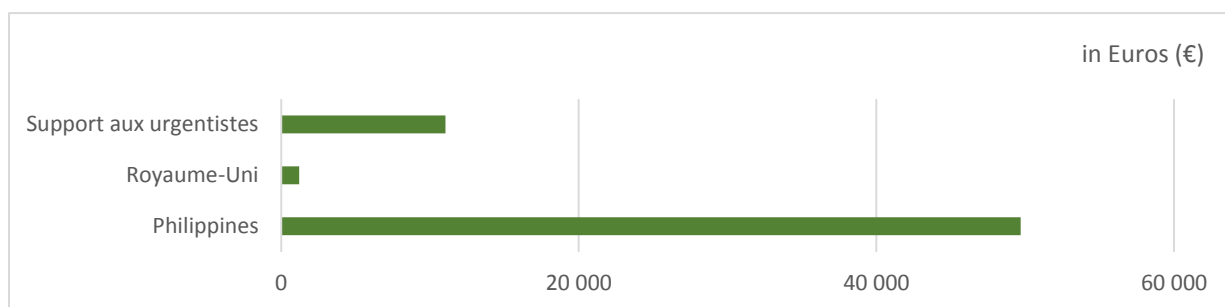


Bangkok, Thaïlande – Avril 2017
Un ingénieur de TSF forme des membres de l'ASEAN aux télécommunications d'urgence.



Les missions de renforcement de capacités

Pays	Activité
Philippines	Programme de renforcement de capacités sur 3 ans en soutien du système de réponse aux catastrophes naturelles du gouvernement philippin
Royaume-Uni	Formation aux télécommunications d'urgence auprès de partenaires de l'urgence
Support aux urgentistes	Formations aux télécommunications d'urgence auprès des agences des Nations Unies



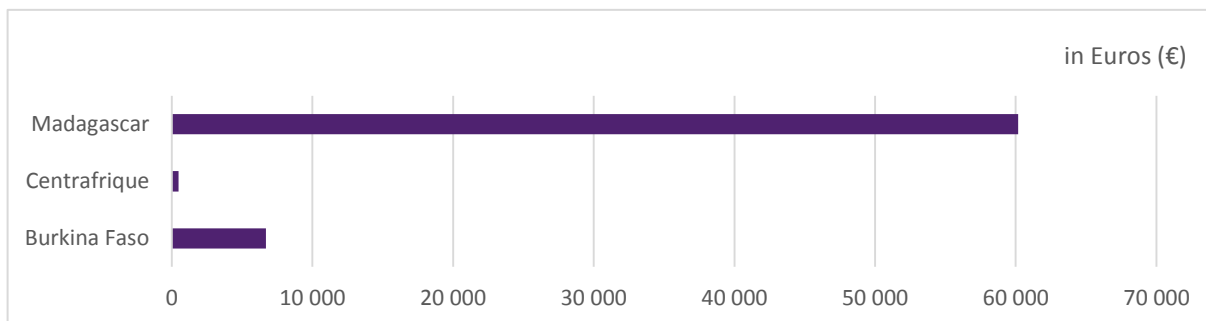


Miarinarivo, Madagascar – Décembre 2017
Inauguré en 2007, le Centre télécom Internet de Miarinarivo accueille entre autres des formations informatiques pour les lycéens.



Les missions de réduction de la fracture numérique

Pays	Activité
Burkina Faso	Centre Internet pour le développement de la région isolée de Guié
Centrafrique	Mise en place d'un projet d'échange entre élèves des communautés de Mbaïki en Centrafrique et de Billère en France
Madagascar	Centre Internet communautaire pour le développement de la ville isolée de Miarinarivo dans la région Itasy





www.tsfi.org

CONTACT



Télécoms Sans Frontières - TSF



@TSF_Intl



Télécoms Sans Frontières (TSF)

SIEGE INTERNATIONAL

FRANCE
19, rue Jean-Baptiste Carreau
64000 PAU
+33 5 59 84 43 60
finance@tsfi.org

BASE REGIONALE ASIE & PACIFIQUE

BANGKOK, THAILANDE
+66 84 539 2103
asia@tsfi.org

BASE REGIONALE AMERIQUES & CARAIBES

GUADALAJARA, MEXIQUE
+52 13 320 883 378
americas@tsfi.org

ETATS-UNIS

WASHINGTON DC
usa@tsfi.org

ROYAUME-UNI

LONDRES
uk@tsfi.org